Mme le Président: A l'ordre. On ne peut jamais tout avoir, semble-t-il. Lorsque les questions sont courtes, on fait du chahut.

Une voix: Les réponses sont longues.

M. de Jong: Madame le ministre pourrait-elle nous donner l'assurance qu'elle ne renverra pas la balle à quelqu'un d'autre en demandant au ministère de l'Agriculture de tester ces produits, mais qu'en fait, son ministère entreprendra une enquête le plus rapidement possible?

Mme Bégin: Madame le Président, le député est relativement nouveau à la Chambre. Il devrait savoir que le drame de ma vie, c'est que je ne renvoie pas assez souvent la balle. Ce n'est décidément pas la manière dont je dirige habituellement les affaires du ministère.

Des voix: Bravo!

[Français]

LES PÊCHES

ON DEMANDE SI DES MESURES SONT PRISES POUR RÉTABLIR LE PRIX DE SOUTIEN DU SÉBASTE

M. Rémi Bujold (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Madame le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Pêches et des Océans.

Étant donné que les prix offerts pour le sébaste au Canada sont tombés de 10.5c. à 7.5c. la livre; étant donné que cette diminution de prix a entraîné la fermeture d'une usine aux Îles-de-la-Madeleine et la mise à pied de 265 travailleurs, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a l'intention de prendre des mesures énergiques en vue de rétablir le prix de soutien du sébaste?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je remercie l'honorable député de sa question, d'autant plus que je sais que cela inquiète un grand nombre de pêcheurs et d'ouvriers d'usines.

Le marché américain du sébaste connaît à l'heure actuelle un fléchissement sérieux. L'Islande et le Canada se font une concurrence qui va à l'encontre de l'intérêt des pêcheurs et des travailleurs canadiens. Nous essayons de rétablir la situation. J'ai demandé à l'Office du soutien des prix de me faire rapport, et j'attends ce rapport pour voir si nous pourrons prêter main-forte aux usines qui sont en difficulté dans le commerce du sébaste.

[Traduction]

L'INDUSTRIE

LE PRIX DE L'ÉNERGIE—LES RÉPERCUSSIONS SUR L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE ET LES EMPLOIS DANS CE SECTEUR

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Les problèmes de l'industrie automobile canadienne et les mises à pied dans ce secteur résultent manifestement de l'incertitude du gouvernement quant à sa politique relative au prix de l'énergie. Je demande donc au ministre s'il exerce des pressions sur le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et sur le premier ministre pour qu'ils énoncent une

Questions orales

politique à long terme en cette matière, afin que l'industrie puisse dresser des plans et éviter de nouveaux problèmes et de nouvelles mises à pied?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous possédons déjà les éléments d'une bonne politique énergétique. C'est pourquoi nous formons un gouvernement majoritaire.

Des voix: Bravo!

M. Hawkes: Le ministre n'y voit goutte, qu'il regarde en avant ou en arrière, en haut ou en bas. Le ministre devrait s'inquiéter également de l'approvisionnement. Quand pouvons-nous espérer entendre le ministre déclarer publiquement qu'il nous faut une source sûre d'approvisionnement de pétrole?

M. Gray: J'ai peut-être des problèmes, mais au moins je ne suis pas sourd comme mon honorable ami. J'ai fait des déclarations au sujet de ce problème avant même que nous prenions le pouvoir, quand nous étions dans l'opposition, et même avant.

LES TRANSPORTS

LE FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION ET DU TRANSPORT DU CHARBON DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Transports. Je ferais remarquer que notre ministre des Transports a du mal à faire la différence entre les expéditions de céréales, c'est-à-dire la denrée dorée, et les expéditions de charbon, c'est-à-dire la denrée noire. Je tiens donc à préciser que je veux parler de la substance noire.

Des voix: Oh, oh!

Mlle Carney: Le représentant de la Colombie-Britannique à l'autre endroit a admis cette semaine que le gouvernement fédéral n'avait pas offert de financer directement l'exploitation du charbon de la Colombie-Britannique à des conditions acceptables au gouvernement de cette province, en laissant cependant entendre que des fonds pourraient être débloqués plus tard. Quand le ministre annoncera-t-il l'allocation de ces fonds et à quelle fin serviront-ils?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Le député le sait, madame le Président, le ministre est présentement dans l'Ouest où il a des entretiens. Je serai heureux de porter cette question à son attention dès qu'il sera rentré.

Mlle Carney: Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je me permettrai de faire remarquer que le ministre des Transports a également du mal à faire la différence entre les exportations de gaz naturel et les exportations de céréales; je voudrais donc lui poser la question suivante. Comme la Colombie-Britannique va utiliser les revenus qu'elle perçoit sur le gaz naturel pour construire le chemin de fer destiné au transport du charbon, le ministre peut-il assurer aux citoyens de la Colombie-Britannique qu'ils ne perdront pas leurs nouveaux emplois parce qu'il s'accaparera cette source de revenus en usant d'un droit de préemption?